



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org



Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Distr. LIMITEE

ID/WG.458/13

21 février 1986

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

Quatrième Consultation sur l'industrie sidérurgique
Vienne (Autriche), 9-13 juin 1986

Document thématique No 3

SITUATION ET PERSPECTIVES FINANCIERES
DE L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE*

Rédigé par le Secrétariat de l'ONU

* Ce document n'a pas fait l'objet d'une mise au point rédactionnelle.

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
1. Introduction	3
2. Incidences des contraintes financières sur la mise en oeuvre de nouveaux projets dans les pays en développement	4
3. Incidences du coût des projets sur l'obtention des ressources financières	8
4. Sources et conditions de financement	9
5. Le financement de l'infrastructure et de la formation	10
6. Conclusions	11
 Tableau 1 : Scénario de 1982 (hypothèse faible) et situation en 1985	 8

1. Introduction

L'industrie sidérurgique se trouve dans une situation financière difficile, surtout depuis le milieu des années 70. Les principaux établissements sidérurgiques ont vu augmenter leurs pertes et leurs dettes et diminuer leur trésorerie. Les contraintes financières ont obligé de nombreux pays en développement à différer, suspendre ou annuler des projets sidérurgiques en cours.

Soixante sociétés sidérurgiques parmi les plus importantes et totalisant près des deux tiers de la production d'acier du monde occidental ont perdu 21 milliards de dollars entre 1977 et 1983. Il faut préciser toutefois que quelques-unes de ces entreprises ont fait des bénéfices en 1984. La dette en dollars de ces sociétés par tonne de production est passée de 155,2 en 1975 à 283,7 en 1983. Quant à leur trésorerie, après avoir augmenté de 3 966 millions de dollars entre 1977 et 1980, elle a diminué de 6 182 millions entre 1981 et 1983^{1/}.

Les problèmes financiers sont différents selon les régions, tant dans les pays avancés que dans les pays en développement. La détérioration de la situation financière des sociétés sidérurgiques des Etats-Unis a résulté de la position traditionnellement forte du dollar qui était surcoté par rapport aux monnaies des principaux concurrents présents sur le marché des Etats-Unis (CEE, Japon). Une autre raison était l'important déficit du budget fédéral américain qui a absorbé l'épargne privée, réduisant d'autant les moyens dont disposait l'industrie sidérurgique pour financer l'amélioration et la modernisation de ses équipements^{2/}. Enfin, la forte augmentation des prix de l'énergie a aussi contribué à aggraver la situation financière des sociétés sidérurgiques des Etats-Unis.

L'industrie sidérurgique japonaise a annoncé des bénéfices depuis le milieu des années 70. C'est là un tour de force si l'on considère le montant élevé des intérêts qu'elle avait à payer et la réduction relativement faible de l'emploi. Les principales entreprises sidérurgiques de la CEE ont perdu 17,5 milliards de dollars entre 1975 et 1982. En 1984, la situation s'est améliorée et un certain nombre d'entreprises ont fait de nouveau des bénéfices. Cette amélioration était

^{1/} Peter F. Marcus et Karlis M. Kersis, "Financial Pressures on the West's Steel Mills", World Steel Dynamics, octobre 1985. Entre 1977 et 1980, le total des fonds disponibles était de 58 200 millions de dollars et le total des fonds utilisés de 54 234 millions de dollars. Entre 1981 et 1983, le total des fonds disponibles a baissé jusqu'à 40 241 millions de dollars et le total des fonds dépensés était de 46 423 millions de dollars.

^{2/} Metal Bulletin, 2 juillet 1985.

surtout le fruit d'un grand effort de réduction des coûts de production, d'une augmentation relativement faible des prix de l'énergie par rapport à ceux en vigueur dans d'autres pays, et d'une baisse de leur monnaie par rapport au dollar, qui se traduisait par de moindres coûts de production chiffrés en dollars.

Dans les pays en développement, les résultats, sur le plan financier, sont très variables. Le petit groupe de pays en développement qui donnent le rythme de la production d'acier sont dans une meilleure situation financière qu'au milieu des années 70, et peuvent relativement facilement accéder aux capitaux internationaux. Cela dit, la situation financière de la plupart des pays en développement s'est détériorée au début des années 80, essentiellement à cause des problèmes que posait le service de la dette extérieure à un moment où ils éprouvaient de graves difficultés de balance des paiements et où les ressources financières étrangères se faisaient incertaines.

2. Incidences des contraintes financières sur la mise en oeuvre de nouveaux projets dans les pays en développement

A partir du milieu des années 70, un nombre croissant de projets sidérurgiques en étaient à divers stades d'exécution dans les pays en développement, ce qui aurait dû se traduire par une augmentation rapide de la capacité de production. La réalisation effective de ces projets aurait ainsi contribué à réduire l'écart entre l'offre et la demande dans ces pays, réduisant ainsi leur grand déficit en produits sidérurgiques. En fait, la crise économique mondiale a influé sur le niveau de la consommation et engendré de graves contraintes financières dans de nombreux pays en développement, lesquelles ont amené une forte réduction du nombre des projets exécutés dans ces pays.

Les scénarios de l'industrie sidérurgique présentés par l'ONUDI pour la période 1982-1990^{3/} prévoient une augmentation de la capacité de production de quelque 63,4 millions de tonnes (hypothèse faible); or, selon une évaluation par l'ONUDI^{4/} de la situation actuelle des divers projets dans les pays en développement, l'augmentation de la capacité de production ne serait que de 39,7 millions de tonnes - c'est-à-dire de 35,8 % inférieure à celle du scénario

^{3/} ONUDI, "Les scénarios de l'industrie sidérurgique 1990", ID/WG.374/2, juillet 1982.

^{4/} Pour de plus amples renseignements, voir "Les problèmes financiers et le développement de l'industrie sidérurgique", ID/WG.458/10, document de fond pour la quatrième Consultation sur l'industrie sidérurgique, Vienne (Autriche), 6-13 juin 1986.

faible. Cette diminution entraînera un déficit d'environ 30 millions de tonnes en 1990 - 45 millions de tonnes si l'on compte la Chine et la République démocratique de Corée, ainsi qu'on l'a dit dans le document thématique No 1.

Les diverses régions ont été différemment touchées en ce qui concerne l'exécution de leurs projets. L'Amérique latine, qui connaît les problèmes financiers les plus graves, subira la plus forte réduction de nouvelle capacité pour la période 1982-1990; celle-ci n'atteindra en effet que 12,4 millions de tonnes, soit 55,8 % de moins que ne le prévoit le scénario faible.

Du fait des contraintes financières, on prévoit un retard de deux ans environ pour l'augmentation de la capacité de production des établissements CSN et COSIPA, au Brésil. La capacité de CSN doit passer de 3,8 à 4,5 millions de tonnes, et celle de COSIPA de 3,5 à 4,2 millions de tonnes. Les restrictions d'ordre financier ont obligé à différer de plusieurs années la mise en place, au Brésil, de l'usine ACOMINAS, d'une capacité de 2 millions de tonnes par an. Certains projets ont dû être interrompus en Amérique latine à cause de problèmes de financement. Citons l'augmentation de la capacité de production de SOMISA, en Argentine, qui devait passer de 2,5 millions de tonnes à 4 millions de tonnes par an, et, au Mexique, l'augmentation de 600 000 tonnes par an de HYLISA, ainsi que la deuxième tranche de SICARTSA, d'une capacité de 1,5 million de tonnes par an. D'autres projets ont dû être gelés ou annulés en Amérique latine, essentiellement à cause de difficultés financières, à savoir :

- a) Bolivie : un projet intégré fondé sur la réduction directe, représentant environ 100 000 tonnes par an, prévu à Mutun;
- b) Pérou : agrandissement de Sider-Pérou, à Chimbote;
- c) Colombie : agrandissement de Paz del Rio;
- d) Equateur : projet intégré fondé sur la réduction directe, représentant environ 200 000 tonnes par an;
- e) Uruguay : projet en coopération avec le Brésil, représentant 100 000 tonnes par an;
- f) Nicaragua : projet d'usine semi-intégrée de 100 000 tonnes par an à exécuter en coopération avec la République démocratique populaire de Corée.

D'autres projets ont été annulés en Amérique latine à cause du fléchissement de la demande de produits sidérurgiques; tel est le cas des projets ZULIA et ACELCAR, au Venezuela, et du projet d'accroissement de la capacité de production de l'usine de Huachipato, au Chili.

Les prévisions pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient sont inférieures d'environ 24,8 %, pour la période 1982-1990, à la nouvelle capacité prévue dans le scénario faible. Cela signifie que les capacités n'augmenteront que de 7,3 millions de tonnes au lieu des 9,7 millions prévus dans ce scénario.

Dans ces régions, certains projets ont été différés, gelés ou annulés à cause des contraintes financières, d'autres à cause de difficultés politiques dues à l'état de guerre et au fléchissement de la demande par rapport aux prévisions. L'ajournement pour deux ans environ du projet MISURATA (Libye) était dû principalement à des retards dans les versements. La première tranche de ce projet prévoyait une capacité de 1,3 million de tonnes par an. Avec sa seconde tranche, le projet devrait atteindre une capacité de 5 millions de tonnes par an. La deuxième tranche du projet NADOR (Maroc) ainsi qu'un projet de mini-sidérurgie en Tunisie, d'une capacité de 180 000 tonnes par an, ont été différés à cause de contraintes financières. Un autre projet qui a subi un retard est celui de l'usine MOBARAKEH, en Iran, d'une capacité d'environ 3 millions de tonnes par an; l'état de guerre actuel rend la date d'achèvement incertaine. En Algérie, le projet BELLARA a été différé à cause des problèmes causés par la demande et du retard dans la mise en place de l'infrastructure.

En Afrique du Nord et au Moyen-Orient, quelques projets importants ont été gelés ou annulés principalement parce que la demande s'est avérée inférieure aux prévisions; parmi ces projets, citons ceux de Qatar et d'Abu Dhabi.

En Afrique, au sud du Sahara, on estime que, pendant la période 1982-1990, les nouvelles capacités seront d'environ 3,2 millions de tonnes, soit 6,6 % de moins que les prévisions du scénario faible. Dans cette région, les contraintes financières sont la cause déterminante du gel ou de l'annulation des projets envisagés; parmi ces projets, figurent l'augmentation des capacités existantes et l'installation de nouvelles capacités prévues dans plusieurs pays - Angola, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Ghana, Kenya, Libéria, Mali, Mozambique, Sénégal, Tanzanie et Ouganda - ainsi que le plan de modernisation et d'agrandissement de l'usine ZISCO au Zimbabwe.

Dans la région d'Asie, on prévoit une augmentation de capacité de 17 millions de tonnes par an pendant la période 1982-1990, soit environ 24 % de moins que la capacité prévue dans le scénario faible qui se chiffrait à 22,4 millions de tonnes. L'accroissement de capacité qui avait été prévu pour les usines de Bhilai et de Bokaro, en Inde, a été beaucoup retardé à cause de difficultés financières et de problèmes de livraison de matériel. La capacité de l'usine de Bhilai devrait passer de 4 millions à 5 millions de tonnes par an, et celle de l'usine de Bokaro, de 4 millions à 5,5 millions de tonnes. On prévoit que la construction de l'usine de Visakhapatnam, en Inde, d'une capacité de 1,2 million de tonnes par an, sera retardée de quatre ans à cause de difficultés financières. Certains projets en Chine sont différés à cause d'un manque de devises et de difficultés d'infrastructure.

En Asie, parmi les projets qui ont été gelés ou annulés à cause de contraintes financières, les suivants méritent d'être mentionnés :

- a) Pakistan : deuxième tranche du projet PIPRI, qui devrait doubler la capacité actuelle de 1,1 million de tonnes par an;
- b) Inde : le projet de Paradip (1,5 million de tonnes pour la première tranche), le projet de Vijayanagar, et le projet de Tata dont la capacité devrait doubler, passant de 2 millions à 4 millions de tonnes par an;
- c) Bangladesh : le projet de Chittagong dont la capacité devrait passer de 165 000 à 265 000 tonnes par an;
- d) Indonésie : un projet intégré d'une capacité d'environ 2 millions de tonnes par an, dont le financement devrait être assuré par le Japon.
- e) Philippines : le projet intégré de Mindanao, d'une capacité prévue de 1 à 1,5 million de tonnes par an;
- f) Thaïlande : un projet de réduction directe d'environ 500 000 tonnes par an et un projet intégré d'une capacité de 1,3 million de tonnes par an.

Le tableau ci-après permet de comparer les nouvelles capacités prévues pour la période 1982-1990 par le scénario faible, avec les nouvelles estimations fondées sur une étude de l'état actuel des différents projets dans les pays en développement.

Tableau 1

Scénario de 1982 (hypothèse faible) et situation en 1985
(en milliers de tonnes d'acier brut)

	Nouvelles capacités 1982-1990 (étude de 1985)	Nouvelles capacités 1982-1990 (scénario de 1982)	Différence
Afriques au sud du Sahara	3 000	3 200	- 0,200 (- 6,6 %)
Afrique du Nord et Moyen-Orient	7 300	9 700	- 2 400 (-24,8 %)
Amérique latine	12 400	28 100	-15 700 (-55,8 %)
Asie	17 000	22 400	- 5 400 (-24,1 %)
TOTAL	39 700	63 400	-22 700 (-35,8 %)

3. Incidences du coût des projets sur l'obtention des ressources financières

Le coût d'un projet influe fortement sur les possibilités d'obtenir les ressources financières nécessaires à sa mise en oeuvre, sur la nature de ces ressources (externes, internes) et sur l'exploitation de la future usine.

A cause de l'inflation à l'échelle mondiale qui a commencé à se manifester au milieu des années 60, le coût de la capacité de production d'une tonne d'acier a rapidement augmenté. Par exemple, le coût moyen en 1965 de cette capacité dans une nouvelle installation sidérurgique intégrée de type classique était de 350 dollars environ. En 1975, le coût moyen était d'environ 800 dollars et, au début de 1980, il atteignait quelque 1 700 dollars. Dans le cas des mini-usines utilisant le procédé de réduction directe ou un four à arc électrique, la moyenne s'établit autour de 1 000 dollars.

Le coût d'une tonne de capacité installée est très variable selon les régions et les pays. L'analyse des nouveaux projets en cours montre que le coût de l'augmentation de 1 tonne d'une capacité existante varie de 300 à 1 000 dollars et celui de 1 tonne de capacité nouvelle dans une usine intégrée se situe entre 1 000 et 6 000 dollars.

Les différences du coût de la tonne de capacité, entre régions et pays, sont dues à diverses raisons. L'une d'entre elles est le coût de l'infrastructure qu'ont à supporter les pays qui doivent mettre en place la majeure partie de cette infrastructure avant d'installer une nouvelle usine. Dans certains cas, ces coûts ne sont pas compris dans le projet. Les pays qui sont capables de fabriquer leur propre matériel et de se charger de toute l'installation d'une nouvelle usine se trouvent dans une meilleure position que ceux qui ne disposent pas chez eux des moyens de le faire.

Les retards qui peuvent intervenir dans la mise au point d'un projet ont un effet très sensible sur le coût total de ce projet, qui peut se chiffrer par une augmentation de 1,5 à 3 % par mois, soit 18 à 36 % par an.

L'augmentation du coût de l'installation de 1 tonne de capacité a fini par créer de graves difficultés, étant donné que les moyens financiers dont disposent les pays en développement sont très souvent limités. Il s'ensuit que ceux de ces pays où le prix de la tonne de capacité installée reste faible sont dans une position favorable à la mise au point de nouveaux projets dans la situation financière actuelle. Le coût d'un projet se répercute aussi dans une large mesure sur la phase opérationnelle de l'usine, car l'amortissement et autres charges financières représentent plus de 10 à 17 % du prix de la tonne de capacité installée.

La modicité du prix de la tonne de capacité installée, l'importance relative des ressources ou du crédit d'origine nationale et les emprunts extérieurs à des conditions favorables sont actuellement les principaux facteurs qui permettent de faire de nouveaux investissements dans l'industrie sidérurgique.

4. Sources et conditions de financement

Les conditions financières de la réalisation de projets sidérurgiques deviennent de plus en plus rigoureuses et sélectives. La Banque mondiale, agissant par l'intermédiaire de ses filiales, a réduit considérablement le montant des investissements dans les projets sidérurgiques entre 1975 et 1983^{5/}. La Société financière internationale (SFI), filiale de la Banque mondiale, a participé au capital de plusieurs établissements sidérurgiques, tels MEXINOX (Mexique), COSIGUA (Brésil), DALMINE (Argentine), d'AHWAZ (Iran) et participe actuellement aux projets DEKHEILA (Egypte) et CARAJAS (Brésil).

^{5/} M. Mehra : "International Financial Flows to Industry: Some Sectoral Trends", UNIDO/PC.104, 24 septembre 1984.

Les banques privées, dans l'ensemble, retirent leur participation aux projets sidérurgiques vu les problèmes de la dette des pays en développement et aussi à cause de la rentabilité incertaine de ces projets. Il y a cependant quelques exceptions, tels le prêt de quelque 80 millions de dollars qui a été consenti au projet COSIPA (Brésil) par un groupe de quatre banques internationales^{6/}, et le projet KWANG-YANG (Corée du Sud) qui appartient à POSCO et dont le financement est assuré à 65 % par des ressources nationales et à 35 % par des crédits étrangers.

Le troc est parfois pratiqué par les pays en développement. Le Brésil, par exemple, a fait des arrangements avec l'Iraq, le Nigéria et la Malaisie pour échanger de l'acier contre du pétrole.

Il existe dans les pays en développement quelques projets dont la participation financière étrangère a trouvé sa compensation dans la production résultante. Le projet de VIZAKATNAM en Inde, qui bénéficie d'un prêt de l'URSS, fait l'objet d'un contrat de buyback. Tel était également le cas de l'établissement TUBARAO (Brésil), où la participation de Kawasaki et de Finsider était partiellement compensée par la production.

Dans le cas de quelques projets, on a constaté que la participation des institutions financières nationales était insuffisante. En moyenne, les besoins en devises représentent environ 50 % du coût du projet et quelquefois seulement 35 %. Il s'ensuit que les institutions financières nationales peuvent jouer un rôle important dans le financement de nouveaux projets. Le renforcement de ces institutions peut amener une diminution des emprunts en devises, ce qui contribue à l'amélioration de la situation financière des projets sidérurgiques et aussi des pays en développement où ils sont mis en oeuvre.

5. Le financement de l'infrastructure et de la formation

L'infrastructure et la formation sont deux éléments importants qui influent beaucoup sur le coût total d'un projet et sur la faculté de dominer la technologie nécessaire et d'assurer la mise en oeuvre. Le financement de cette infrastructure et de la formation n'échappe cependant pas, dans l'ensemble, aux conditions générales du financement du projet.

^{6/} Metal Bulletin, 26 mars 1985.

Il existe, semble-t-il, peu de directives précises en ce qui concerne le financement de l'infrastructure et de la formation. Les modalités varient selon les principaux pays bailleurs de fonds et aussi selon les projets.

Il est possible de recourir à des crédits préférentiels pour implanter l'infrastructure nécessaire à une nouvelle usine, mais sous réserve que le crédit soit très limité : d'une façon générale, un maximum de 15 % du crédit comporte une garantie. Il s'ensuit que le financement de l'infrastructure doit essentiellement compter sur des sources générales qui ne jouissent d'aucun traitement particulier.

Quant à la formation, on constate actuellement que les pays exportateurs de biens d'équipement semblent vouloir accorder plus d'attention à la formation de la main-d'oeuvre afin d'assurer la bonne utilisation du matériel qu'ils exportent. La forte concurrence que se font les exportateurs, du fait de la récession économique mondiale, ne fait qu'affirmer cette tendance. De leur côté, les pays exportateurs ont fini par se rendre compte qu'un projet, même du type clefs en main, ne peut porter tous ses fruits que si le personnel est convenablement formé.

Actuellement, certains pays parmi les principaux exportateurs de biens d'équipement pour la sidérurgie préfèrent n'accorder des crédits préférentiels que pour garantir les exportations de machines et de matériel et se montrent moins enclins à les accorder pour des services tels que la formation. En revanche, d'autres pays exportateurs semblent disposés à financer, à des conditions préférentielles, la formation de main-d'oeuvre pour les projets importants jugés d'un grand intérêt.

6. Conclusions

Les pays en développement pourraient chercher à améliorer leur situation financière en adoptant différentes approches pour obtenir de meilleures conditions de financement. Ils pourraient tenter de s'assurer des termes plus favorables dans le cadre du système existant; ils pourraient s'assurer une plus grande participation du système national de financement; ils pourraient consacrer une plus grande part de l'aide reçue au financement de la formation; enfin, ils pourraient s'assurer une plus large participation des systèmes de financement régionaux.

Pour déterminer les contraintes ainsi que les possibilités d'amélioration de la situation financière de l'industrie sidérurgique dans les pays en développement, il conviendrait d'examiner en particulier les points suivants :

1. Analyse des principales contraintes en vue d'améliorer les conditions du financement de l'exploitation des usines existantes et de l'exécution de nouveaux projets dans les pays en développement;
2. Possibilités d'améliorer les systèmes de financement (externe et interne), notamment en ce qui concerne la durée de l'emprunt, la période de franchise et le taux d'intérêt, en particulier pour l'infrastructure et la formation;
3. Possibilités de coopération en matière de financement entre les pays avancés et les pays en développement et entre les pays en développement eux-mêmes.